



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 12/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TRMC SAS**

629 route des Carrières  
71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/CS/2025/C\_171  
Code AIOT : 0005400508

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement TRMC SAS implanté Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale biodiversité sur un site ICPE en autorisation bénéficiant d'un arrêté préfectoral de dérogation aux espèces protégées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRMC SAS
- Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé

- Code AIOT : 0005400508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société TRMC, autorisée par arrêté préfectoral du 13 janvier 2015 pour une durée de 30 ans. La carrière bénéficie d'un arrêté préfectoral de dérogation aux espèces protégées (faune) délivré le 10 décembre 2015 et d'un arrêté complémentaire de dérogation aux espèces protégées du 26 décembre 2024 (flore).

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Modalités de suivi	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 2	Sans objet
3	Mesures de compensation des impacts	Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 3	Sans objet
5	Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2	Sans objet
6	Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2	Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2	Sans objet
7	Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2	Sans objet
8	Dispositions particulières	AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	relatives à la dérogation - article L.411-2		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection et le service biodiversité de la DREAL ont constaté des manquements dans la gestion, les suivis et la préservation des milieux favorables aux espèces protégées en particulier celles de la famille des amphibiens malgré les recommandations des suivis périodiques "faune-flore". Il est demandé à l'exploitant de corriger dans les meilleurs délais les non-conformités relevées dans ce rapport en prenant en compte les éléments indiqués dans les parties "demande à l'exploitant".

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures d'évitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement - espèces protégées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont maintenus en dehors du périmètre d'extraction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Bief du Vin et sa population d'écrevisses à pattes blanches,</li> <li>- l'éperon rocheux accueillant le hibou grand duc et l'hirondelle de rocher,</li> <li>- le talus en marge de la carrière, exploité par l'engoulement,</li> <li>- le talus accueillant l'ajonc nain,</li> </ul> <p>- les parcelles A77 (50 629 m<sup>2</sup>) et la parcelle A 76 pro parte (270 003 m<sup>2</sup> sur 66 920 m<sup>2</sup>), prévue dans l'extension. Ces parcelles sont maintenues en l'état durant toute la durée de l'autorisation et font l'objet d'une gestion sylvicole raisonnée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures d'évitement sont respectées.</p> <p>L'inspection a toutefois constaté qu'une zone en exploitation située à la périphérie de l'éperon rocheux a fait l'objet d'un défrichement (environ 5 000 m<sup>2</sup>). Cette surface a été aménagée afin d'accueillir des déchets inertes extérieurs dans le cadre de la remise en état de la carrière (apports extérieurs autorisés).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de conserver en l'état les surfaces de l'éperon rocheux et celles situées à sa périphérie immédiate qui permettent d'accueillir différentes espèces protégées faunistiques et floristiques, jusqu'à la fin de l'autorisation.</p> <p>L'Ajonc nain est bien présent sur un talus en périphérie du carreau de la carrière (plate-forme</p>

haute). Compte tenu des travaux en cours de construction des nouvelles installations de traitement et installations annexes sur la plate-forme haute, l'exploitant souhaite retirer ce talus pour l'aménagement de l'entrée de la carrière tout en conservant l'espèce sur une autre zone de la carrière.

L'Ajonc nain est une espèce floristique classée NT (quasi menacé) sur la liste rouge des espèces protégées en Bourgogne.

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du CBNBP (Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien) pour connaître les méthodes de déplacement et de multiplication de cette espèce.

En cas d'atteinte prévisible à cette espèce par destruction, déplacement ou transplantation dans le cadre des travaux précités, l'exploitant devra demander préalablement à toute intervention une dérogation relative à la réglementation des espèces protégées, spécifique flore, qui permettra de prescrire les mesures de conservation nécessaires par le biais de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mesures de réduction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de réduction - espèces protégées

### **Prescription contrôlée :**

Afin de réduire les impacts du projet, les travaux de :

- déboisement sont réalisés d'octobre à février soit en dehors de la période de reproduction des oiseaux,
- dessouchage et de décapage de la zone préalablement déboisée sont effectués d'avril à septembre afin d'éviter la période d'hivernage des amphibiens et des reptiles. Ils sont réalisés de manière centrifuge afin de permettre aux individus de fuir vers les milieux naturels intacts à proximité.

### Aménagements en faveur des amphibiens (article 2.3.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2015) :

L'exploitant met en place les aménagements suivants figurant au plan en annexe 6 :

- pérennisation et extension le long du front de taille de la mare existante sur le carreau d'exploitation. Des enrochements de protection sont mis en place autour de la mare,
- une zone d'accueil des amphibiens est créée au sud-est de la plate-forme haute et en dehors de toute zone d'activité par aménagements d'une douzaine de trous d'eau de 2 à 4 m<sup>2</sup> chacun et avec au moins deux berges profilées en pente douce. La profondeur maximale de ces trous d'eau est de 50 cm. Le fond des trous d'eau est étanchéifié par un dépôt d'argile ou toute autre disposition assurant le même résultat.
- des barrières permettant d'empêcher le passage des amphibiens des zones de reproduction vers les zones d'activité seront aménagées.

Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- Toile en tissu polyester fermée d'une couverture PVC, opacifiée, résistante aux UV et aux contraintes mécaniques, imputrescible et de couleur grise,
- Hauteur d'au moins 68 cm,

Hauteur d'au moins 68 cm,

Poteaux de maintien en PE recouvert d'acier.

Ces barrières seront amovibles pour pouvoir être retirées au cours de la période de reproduction.

La zone d'accueil des amphibiens sera entretenue tout au long de l'exploitation et notamment par création de nouveaux trous permettant d'éviter la disparition de la zone par comblement.

La bonne réalisation de ces aménagements sera contrôlée par la structure naturaliste intervenant dans le cadre du suivi faune-flore prévu à l'article 9.4.3.

#### **Constats :**

Les travaux de déboisement effectués en 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2023 ont été réalisés en dehors de la période de reproduction des oiseaux.

Toutefois, il a été observé les dysfonctionnements suivants relatifs aux mesures d'atténuation prescrites :

La mare conservée sur la carreau de la carrière est «en cours de fermeture» depuis les suivis écologiques de 2016. Dans ces suivis, il est recommandé de procéder à un curage de cette mare pour permettre la reproduction du Sonneur à ventre jaune qui a besoin de mares ouvertes bénéficiant d'un ensoleillement important. Or, d'après les suivis écologiques, aucun curage n'a été réalisé et cette mare s'est fermée et ne joue plus le rôle de milieu favorable à la reproduction des amphibiens, dont le Sonneur à ventre jaune.

Contrairement à ce qui était prescrit, une seule mare d'une grande surface a été créée au sud-est de la carrière (au lieu d'une douzaine de petites pièces d'eau).

La mare compensatoire créée au sud est de la carrière semble ne pas être dans un bon état pour l'accueil des amphibiens. Cependant la date de contrôle ne permet pas d'affirmer ce constat.

On relève cependant, dans les suivis écologiques, que depuis 2020 aucun Sonneur n'est inventorié dans cette mare créée (contrairement aux années précédentes) et que la mare s'est asséchée entre avril et mai 2023 (les deux passages de suivi d'amphibiens) ayant conduit sans doute à un échec de reproduction du Triton palmé observé en avril 2023 dans cette mare.

#### **Non-conformités :**

- l'aménagement et l'entretien de la mare sur le carreau depuis le début de l'exploitation ne permet pas l'accueil des amphibiens,
- l'aménagement d'un chapelet de mares compensatoires au sud-est n'a pas été réalisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La mare conservée au sein du carreau de la carrière, doit être favorable à la reproduction des amphibiens et notamment de l'Alyte accoucheur et du Sonneur à ventre jaune pendant toute la durée d'exploitation ; elle doit être curée et/ou des aménagements doivent être réalisés afin qu'elle remplisse son rôle pour les amphibiens.

La mare compensatoire unique créée au sud-est doit être entretenue afin qu'elle joue son rôle de milieu de reproduction des amphibiens chaque année et ce pendant 30 ans (donc ces milieux doivent recevoir des eaux de ruissellements naturels et pas seulement l'eau d'arrosage de la carrière).

<p>Un réseau de mares serait plus favorable au Sonneur à ventre jaune, ainsi il est demandé d'étudier la solution envisagée dans le suivi 2023 de réaliser un tel réseau de mares et de proposer ces aménagements au Service Biodiversité Eau et Patrimoine de la DREAL BFC afin qu'il puisse le valider avant toute opération.</p> <p>Pour rappel, le déplacement ou la suppression de milieux favorables au Sonneur à ventre jaune est interdit sans dérogation à la réglementation relative aux espèces protégées. Les arrêtés préfectoraux relatifs à l'exploitation de la carrière ne l'autorisent pas.</p> <p>Aussi, tant que les mares de compensation ne seront pas fonctionnelles, la mare de fond de carreau ne pourra pas être détruite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Mesures de compensation des impacts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de compensation - espèces protégées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des terrains boisés appartenant à la commune d'Igé d'une surface totale de 2ha70 sont placés en sénescence pendant une durée de 30 ans conformément à la convention signée le 4 mars 2015 entre la société TRMC, la commune d'Igé et l'Office National des Forêts (annexe 2).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en îlot de sénescence est effective depuis 2016 selon les rapports de suivis transmis par l'exploitant dans les parcelles de compensation n° 22, 23, 24 et 56.</p> <p>Le peuplement forestier appartient en grande partie à la série de la hêtraie - chênaie sessiliflore acidifile sur sol moyennement profond. Le reste est en chênaie pédonculée - frênaie. Il est traité en taillis sous futaie chêne irrégulier (Bois moyen / petit bois / gros bois) pauvre à moyennement riche.</p> <p>Les suivis 2020, 2021 et 2023 notent qu'aucune trace d'exploitation du boisement n'a été observée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour le prochain suivi de la mesure compensatoire (prescrit à l'article 4 de l'arrêté du 10 /12/2015), l'exploitant réalisera un suivi de la qualité du boisement (IPB : Indice de Biodiversité Potentielle) placé en îlot de sénescence pour estimer à N+10 la plus-value de cette mesure de compensation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Modalités de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2015, article 4
--

**Thème(s) :** Risques chroniques, Modalités de suivi

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des mesures d'évitement, de réduction (article 2) et de compensation (article 3) font l'objet de mesures de suivi pour s'assurer de leur efficacité écologique.

La société TRMC doit produire :

- un rapport chaque année de 2015 à 2020, puis chaque année où est pratiquée une intervention sur les terrains supportant les mesures compensatoires,
- un bilan de la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre de cet arrêté, jusqu'au terme des mesures compensatoires, soit jusqu'en 2045,
- un rapport de chaque suivi est transmis à la DREAL BFC.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmis aux animateurs des pôles thématiques du SINP Bourgogne (Système d'Information sur la Nature et les Paysages).

**Constats :**

Les suivis 2016, 2017, 2018, 2019, 2020-2021 et 2023 concernant l'ensemble des mesures en faveur de la faune et de la flore de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2015 ont fait l'objet de rapports.

L'ensemble des rapports a été fourni à l'inspection avant et après la visite du 30 septembre 2025.

Le rapport de suivi 2024 fourni ne concerne que la présence de l'Anarrhine à feuilles de pâquerettes faisant l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire spécifique de dérogation aux espèces protégées en 2024.

Remarques sur la fréquence et la qualité des suivis depuis 2016 :

- Pour l'écrevisse à pattes blanches, le suivi a été réalisé sur 3 années : 2018, 2020 et 2023 et non sur 6 comme l'ensemble des autres espèces. Des années supplémentaires sont attendues pour ce taxon pour combler ce manque de données.
- Le suivi de l'année 2018 ne peut pas être considérée comme une année de suivi vu qu'il n'y a eu qu'une journée de prospection pour l'ensemble des groupes. Ainsi une année supplémentaire aurait dû et doit donc être réalisée pour compenser ce manque de données.
- Les plaques à reptiles doivent être installées pour réaliser les suivis de ce taxon. Les 3 dernières années de suivi réalisées sans plaque (ou avec une seule) ne peuvent pas être considérées comme satisfaisantes sur ce groupe.
- Une prospection plus tardive pour le Sonneur à ventre jaune (et la Salamandre tachetée) doit être réalisée pour chaque année de suivi (l'espèce étant plus tardive).
- Concernant les IPA (Indice Ponctuel d'Abondance) : 3 journées de prospection par an (et non 2) pour couvrir la période de reproduction sont recommandées.



<p>L'exploitant n'a pas transmis ses données brutes et de suivis au SINP Bourgogne.</p> <p><b>Non-conformités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant n'a pas transmis ses données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis au Système d'Information de l'inventaire du Patrimoine Naturel,</li> <li>- les suivis périodiques faune-flore sont incomplets.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir un bilan des aménagements permettant l'accueil des amphibiens au cours de leur cycle biologique sur la carrière et leur effectivité avec une cartographie permettant de localiser les implantations actuelles et les implantations futures souhaitées.</p> <p>Pour rappel, ces habitats sont des habitats protégés qui ne peuvent en principe pas faire l'objet de destruction sans passer par la procédure de dérogation au titre de la réglementation des espèces protégées.</p> <p>Il est donc indispensable à ce stade d'exposer l'état des lieux de la situation existante des mares et trous d'eau, fonctionnels ou pas, en cours d'atterrissement ou fonctionnel pour les amphibiens, ainsi que les projets de déplacements de mares et de création de nouveaux habitats.</p> <p>Il est aussi demandé à l'exploitant de fournir une réponse à la demande de mettre en défens les éléments en sous-sol qui risquent de piéger les espèces (amphibiens et autres).</p> <p>Les suivis écologique faune-flore sont à effectuer en prenant en compte les remarques listées dans la partie constat de cette fiche de contrôle.</p> <p>Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont à transmettre au SINP Bourgogne Franche-Comté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement - Anarrhine</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le pétitionnaire est autorisé à cueillir, arracher et enlever des spécimens d'Anarrhine à feuille de pâquerette (<i>Anarrhinum bellidifolium</i> (L.) Willd., 1800), sous les conditions suivantes :</p> <p><b>Mesure d'évitement</b></p> <p><b>ME1 - Évitement de 50 % des spécimens d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette :</b></p> <p>124 pieds sont localisés en dehors de l'enveloppe de progression du front d'extraction. A ce titre, ils ne doivent pas être impactés.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Les pieds d'Anarrhine hors de la surface exploitable ont été évités.  La plante a été mise en défens par marquage des stations à conserver.  Selon les derniers inventaires ; il est dénombré 280 stations en 2024 contre 150 en 2023.  Le rapport de suivi 2024-2025 précise qu'aucune espèce mise en défens n'a été détruite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction - anarrhine</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le pétitionnaire est autorisé à cueillir, arracher et enlever des spécimens d'Anarrhine à feuille de pâquerette (<i>Anarrhinum bellidifolium</i> (L.) Willd., 1800), sous les conditions suivantes :</p> <p><b>Mesures de réduction</b></p> <p><b>MR1 - Mesures en faveur de l'Anarrhine à feuilles de Pâquerette(R2.1n) :</b>  Une collecte de graines d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette sera réalisée à la bonne période biologique de l'espèce.  Une mise en défens des spécimens d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette sera réalisée pour :  - les spécimens qui ont vocation à être détruits avant la récolte de graines,  - les pieds d'Anarrhine évités de la ME1.</p> <p><b>MR2 - Mesure de gestion alternative respectueuse des milieux :</b>  Des mesures de gestions doivent être mises en place pour assurer les conditions d'accueil de cette espèce protégée.  La gestion consistera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintenir des milieux ouverts (au moins 50 % de sols nus),</li> <li>• adapter la granulométrie pour favoriser l'accueil et le maintien de l'espèce.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux mesures de réduction ont été mises en œuvre par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à ce que les secteurs accueillant l'Anarrhine sur sol nu soient exempts d'espèces exotiques envahissantes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de compensation - Anarrhine</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Le pétitionnaire est autorisé à cueillir, arracher et enlever des spécimens d'Anarrhine à feuille de pâquerette (*Anarrhinum bellidifolium* (L.) Willd., 1800), sous les conditions suivantes :

#### **Mesures de compensation**

##### **MC1 - Renaturation ou création d'habitats favorables à l'Anarrhine à feuilles de Pâquerette :**

2 zones présentant des conditions propices à l'accueil de l'espèce ou qui pourraient le devenir à la suite d'aménagements doivent faire l'objet des actions suivantes :

- une création de talus (sur environ 0,224 ha) écologiquement favorables : en utilisant les matériaux du site afin de conserver des sols acides propices à l'espèce,
- une renaturation des habitats au niveau d'autres secteurs (sur 0,17 ha) en voie de colonisation par des ligneux.

Ces milieux doivent faire l'objet d'un semis et d'une plantation de spécimens d'Anarrhine suite à la récolte de graines.

La surface totale de compensation représente 0,394 ha d'habitat reconstitué.

La localisation des implantations est illustrée en annexe 1.

##### **MC2 - Mise en défens des stations d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette :**

L'identification et le piquetage des pieds d'Anarrhine doivent être réalisés sur les zones ayant vocation à recevoir les spécimens transplantés et les nouveaux plants prévues en MC1 afin d'éviter toute destruction accidentelle. Il convient de réaliser un suivi de maintien de ces mises en défens.

#### **Constats :**

L'exploitant a mis en œuvre les deux mesures de compensation.

Le développement des semis est satisfaisant.

L'espèce étant bisannuelle, la bonne reprise ne pourra être confirmée qu'après le prochain suivi 2025/2026.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les prochains rapports de suivis sont à transmettre à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 :** Dispositions particulières relatives à la dérogation - article L.411-2

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/12/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures d'accompagnement - Anarrhine

#### **Prescription contrôlée :**

Le pétitionnaire est autorisé à cueillir, arracher et enlever des spécimens d'Anarrhine à feuille de pâquerette (*Anarrhinum bellidifolium* (L.) Willd., 1800), sous les conditions suivantes :

#### **Mesures d'accompagnement**

**MA1 - Gestion des espèces exotiques envahissantes :**

Au niveau des zones compensatoires de cette dérogation, l'exploitant doit mettre en place une gestion adaptée de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives).

**MA2 - Ramassage du substrat par déplaquage et replaquage des sols :**

Cette mesure prévoit de déplaquer les sols des secteurs d'habitats favorables pour collecter la banque de graines contenue dans le sol avec les touffes de végétations d'une profondeur optimale de 30 cm, à adapter en fonction de l'épaisseur des sols.

Le replaquage doit être réalisé immédiatement après le prélèvement dans une zone déjà identifiée sur environ 1 400 m<sup>2</sup>.

L'exploitant doit suivre cette zone pour déterminer la pertinence d'une telle opération.

*Cette mesure est illustrée en annexe 2.*

**Constats :**

L'exploitant a réalisé le déplaquage/replaquage en 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite